



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 22 MARS 2024

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR

| | |
|---|----|
| 1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 23 février 2024 | 4 |
| 2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le conseil d'administration | 4 |
| 3. Reprise anticipée des résultats 2023 au budget principal 2024 du C.C.A.S. | 5 |
| 4. Budget primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S. | 6 |
| 5. Subventions prévues au budget principal 2024 du C.C.A.S. | 8 |
| 6. Constitution d'une provision pour capital décès | 9 |
| 7. Décision modificative n°1 du budget 2024 des résidences autonomie | 10 |
| 8. Budget exécutoire 1 ^{er} trimestre 2024 de L'EHPAD la Pléiade | 13 |
| 9. EHPAD LA PLÉIADE-Reprise sur provisions pour charges d'exploitation | 17 |
| 10. Suppression des postes de L'EHPAD la PLEIADE et nouveau tableau des effectifs du CCAS à compter du 1 ^{er} avril 2024 | 18 |
| 11. Rapports d'activité 2023 | 20 |
| 12. Convention pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 entre le CLIC des Aînés de Rouen et le département de Seine -Maritime | 21 |
| 13. Avenants aux projets d'établissement des résidences autonomie | 23 |

Le 22 mars 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Marie DESBORDES

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées : Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Monsieur Stéphane MARTOT
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés : Madame Caroline DUTARTE, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 15 mars 2024

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 22 mars 2024. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



Madame Marie DESBORDES informe les membres du Conseil que le Président et la Vice-Présidente sont excusés et précise qu'en leur absence elle présidera cette séance en sa qualité de Vice-Présidente déléguée. Compte-tenu de l'absence de Caroline DUTARTE, le point ci-après ne sera pas abordé :

- Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente

1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 23 février 2024

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 23 février 2024 est adopté à l'unanimité.



2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le conseil d'administration

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président et à sa Vice-Présidente lors de la séance du 20 novembre 2023. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 20 novembre 2023 relative à la délégation de pouvoirs consenties par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que conformément à l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles, Monsieur le Président ou Madame La Vice-Présidente a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période du mois de février 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte du compte rendu annexé



Présentation du PowerPoint des rapports financiers par le chargé de mission budgétaire du CCAS de Rouen en annexe du présent Procès-verbal.

3. Reprise anticipée des résultats 2023 au budget principal 2024 du C.C.A.S.

L'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation qui a lieu lors du vote du compte administratif.

L'article L.2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée les résultats de l'exercice antérieur, sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité.

Ces résultats doivent être justifiés par :

- Une fiche de calcul prévisionnel, établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable,
- Les états des restes à réaliser au 31 décembre 2023,
- Soit le compte de gestion, s'il a pu être établi, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

Lesdits documents sont annexés à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable relative à la M57,

CONSIDÉRANT que l'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif,

CONSIDÉRANT que l'article L.2311-5 du CGCT permet de reporter au budget les résultats de l'exercice antérieur de manière anticipée, sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité,

Ces résultats doivent être justifiés par :

- Une fiche de calcul prévisionnel, établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable,
- Les états des restes à réaliser au 31 décembre 2023,
- Soit le compte de gestion, s'il a pu être établi, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget, produits et visés par le comptable.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. constate et approuve les résultats de l'exercice 2023, comme suit :

| | | Dépenses | Recettes | Solde |
|---------------------------|-------------------------------------|--------------|--------------|-----------------|
| Section de fonctionnement | Résultats propres à l'exercice 2023 | 6 566 560.56 | 6 409 127.98 | - 157 432.58 |

| | | | | |
|---------------------------------|---------------------------------------|------------|------------|-------------------|
| | Résultats antérieurs reportés | | 787 457.90 | 787 457.90 |
| | Résultat à affecter | | | 630 025.32 |
| Section d'investissement | Résultats propres à l'exercice 2023 | 250 628.31 | 167 949.62 | -82 678.69 |
| | Résultats antérieurs reportés | | 175 678.02 | 175 678.02 |
| | Résultat à reporter | | | 92 999.33 |
| | Restes à réaliser au 31 décembre 2023 | 23 435.85 | | -23 435.85 |

Les crédits portés au budget primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S. sont les suivants :

- Le résultat d'investissement sera inscrit à hauteur de 92 999,33 € au compte excédent reporté R001,
- Le résultat de fonctionnement sera inscrit à hauteur de 630 025,32 € au compte excédent reporté R002.

Les restes à réaliser de l'exercice 2023 de la section d'investissement seront inscrits à hauteur de 23 435,85 € en dépenses.

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, il sera procédé à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2024.

2. Approuve la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2023.



4. Budget primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S.

Le CCAS se conforme aux prescriptions du Code Général des Collectivités Territoriales en matière de procédures et de contrôle budgétaires. Il est une personne morale de droit public, distincte et autonome à l'égard de la commune. Les modalités d'élaboration, de vote et de contrôle du budget sont codifiées par le Code général des collectivités territoriales, notamment aux articles L. 1612-1 à L. 1612-20, qui s'appliquent aux CCAS. Il est donc obligatoire de voter le budget avant le 15 avril ou 30 avril, l'année du renouvellement des organes délibérants (*article L1612-2 du CGCT*).

Il est soumis aux règles de comptabilité publique ainsi qu'aux dispositions du code de la commande publique. La nomenclature budgétaire et comptable de référence est la M 57 à compter de l'exercice 2024, cadre comptable des collectivités locales et de leur établissements publics administratifs.

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a eu lieu en date du 23 février 2024, il s'est basé sur le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) présenté au cours de la même session du Conseil d'Administration.

Le projet de budget primitif 2024 et la note de présentation qui l'accompagne sont annexés à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à se prononcer sur le vote du budget primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable relative à la M57,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 23 février 2024 relative aux orientations budgétaires,

VU la Délibération du conseil d'administration du 22 mars 2024 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2023.

Le budget primitif 2024 du budget principal du CCAS se présente ainsi :

| | DEPENSES | RECETTES |
|-----------------------|---------------------|---------------------|
| FONCTIONNEMENT | | |
| Mouvements réels | 6 998 449.32 | 6 529 213.00 |
| Mouvements d'ordre | 173 389.00 | 12 600.00 |
| Excédent reporté | - | 630 025.32 |
| TOTAL | 7 171 838.32 | 7 171 838.32 |
| INVESTISSEMENT | | |
| Mouvement réels | 261 588.33 | 7 800.00 |
| Mouvements d'ordre | 12 600.00 | 173 389.00 |
| Excédent reporté | - | 92 999.33 |
| TOTAL | 274 188.33 | 274 188.33 |

Conformément à l'article L.2311-5 du CGCT, qui autorise la reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent avant l'adoption du compte administratif, l'équilibre du budget primitif du CCAS, intègre la reprise par anticipation des résultats ainsi que les restes à réaliser en investissements.

La reprise anticipée du résultat de l'exercice 2023 sur la section de fonctionnement s'élève à 630 025,32 € et pour la section d'investissement à 92 999,33 €. Les restes à réaliser de la section d'investissement de l'exercice 2023 s'élèvent à 23 435,85 €.

Section de fonctionnement

Les recettes et les dépenses s'équilibrent à la somme de 7 171 838,32 €. La subvention communale s'élève à 5,2 M€. La reprise du résultat de l'exercice 2023 s'élève à 630 025,32 €.

Section d'investissement

Les recettes et les dépenses s'équilibrent à la somme de 274 188.33 €. Cette section s'autofinance notamment grâce aux dotations aux amortissements (173 389 € pour 2024), au Fonds de Compensation de récupération de la TVA (montant prévisionnel 7 800 €), et à la reprise anticipée de résultat de 2023 d'un montant de 92 999,33€.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve le budget primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S.,
- Approuve la note de présentation du budget primitif 2024,
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer la note de présentation du budget primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S.



5. Subventions prévues au budget principal 2024 du C.C.A.S.

Le budget primitif 2024 intègre les subventions d'équilibre aux budgets annexes des Résidences autonomie, du CLIC des Aînés et du budget Prestataires, ainsi qu'au Comité des Œuvres Sociales et Culturelles des personnels de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen (COSC).

Le montant total de ces subventions s'élève à 819 911 € et se répartit comme suit :

Subventions de fonctionnement :

- Subventions de fonctionnement vers les budgets annexes : 783 461 € :
 - Prestataire : 79 439 €
 - CLIC : 129 960 €
 - Budget des résidences : 574 062 €
- Subvention pour le COSC (Comité des Œuvres Sociales et Culturelles des personnels de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen, organisé sous forme d'association loi 1901) : 36 450 €

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

CONSIDÉRANT que le budget primitif 2024 intègre des subventions vers les budgets annexes ou vers des associations.

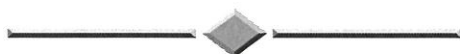
Le montant de ces subventions s'élève à 819 911 € répartis comme suit :

- Subventions de fonctionnement vers les budgets annexes : 783 461 € :
 - Prestataire : 79 439 €
 - CLIC : 129 960 €

- Budget des résidences : 574 062 €
- Subvention pour le COSC (Comité des Œuvres Sociales et Culturelles des personnels de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen, organisé sous forme d'association loi 1901) : 36 450 €

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Donne son accord sur les subventions inscrites au budget primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S. de Rouen.



6. Constitution d'une provision pour capital décès

Le Décret n° 2021-176 du 17 février 2021 a fixé temporairement les modalités de calcul du capital décès versé aux ayants droits de l'agent public décédé.

À ce titre, le montant du capital décès n'est plus forfaitaire mais déterminé par la rémunération perçue par l'agent avant son décès comme suit :

- Pour le fonctionnaire CNRACL décédé avant l'âge légal de départ à la retraite, le montant du capital décès capital est égal à la dernière rémunération annuelle d'activité du fonctionnaire.
- Pour le fonctionnaire CNRACL décédé après l'âge légal de départ à la retraite, le montant du capital décès est égal au quart de la dernière rémunération brute annuelle du fonctionnaire décédé.

Dans ces deux cas, le traitement à prendre en considération est celui afférent à l'indice détenu par le fonctionnaire au jour de son décès.

Pour les agents publics affiliés au régime général de la Sécurité sociale, le montant du capital décès complémentaire versé par l'IRCANTEC aux ayants droits de l'affilié est égal à la somme des émoluments des douze mois précédant la date du décès, auquel est soustrait le montant du capital décès.

Le Décret n°2021-1860 du 27 décembre 2021 modifie le Décret du 17 février 2021 et pérennise ces modalités de calcul du capital décès aux ayants droit de l'agent public décédé. Ainsi, les modalités de calcul sont dorénavant applicables aux ayants droit de l'agent public décédé à compter du 1er janvier 2021 (et non plus jusqu'au 31 décembre 2021).

Au regard de ces éléments nouveaux et conformément au principe de prudence comptable, il est proposé dans le budget primitif du budget principal 2024 de provisionner au titre du capital décès et au regard des effectifs du C.C.A.S. l'équivalent d'un décès en tenant compte des nouvelles modalités de calcul.

Au regard des éléments ci-dessus, il est nécessaire de prévoir une provision d'un montant de 30 000€ étalée sur 3 ans, soit la constitution d'une provision de 10 000€ sur l'exercice 2024.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU le Code de la fonction publique et notamment son article L828-1,

VU le Décret n°60-58 du 11 janvier 1960 relatif au régime de sécurité sociale des agents permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics non industriel ou commercial,

VU le Décret n°2021-176 du 17 février 2021 portant modification temporaire des modalités de calcul du capital décès servi aux ayants droit de l'agent public décédé,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

CONSIDÉRANT le principe de prudence comptable,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve la constitution d'une provision de 30 000 € étalée sur 3 années, soit une provision de 10 000 € au titre des exercices 2024, 2025 et 2026.
2. Dit que la provision pourra être ajustée dans l'avenir en fonction de l'évolution du risque.
3. Dit que la dépense sera imputée à l'article 6815 du budget principal M57 du CCAS.



7. Décision modificative n°1 du budget 2024 des résidences autonomie

La présente Décision Modificative n°1 de l'exercice 2024 du budget des Résidences autonomie découle du vote du budget primitif du budget principal 2024 du CCAS, conformément au principe de sincérité budgétaire. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 2 910 759 € soit -103 553 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 608 627 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 222 415 € soit -103 553 €

Au vu de la diminution du coût des fluides explicitée ci-dessous, la subvention d'équilibre du budget principal aux résidences autonomie est présentée en baisse de 20 % (soit – 145,6 K€) :

| Résidence | CA 2022 | CA 2023 | BP 2024 | Proposé DM 1 - 2024 | Montant 2024 | Evolution BP / DM 1 |
|-----------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------------------|
| Bonvoisin | 0.00 | 37 820.12 | 105 658.00 | -22 400.00 | 83 258.00 | -21.20% |
| St Filleul | 167 942.58 | 107 991.00 | 178 628.00 | -58 463.00 | 120 165.00 | -32.73% |
| Rose des Sables | 290 019.68 | 224 914.43 | 313 440.00 | -26 000.00 | 287 440.00 | -8.30% |
| Trianon | 144 823.04 | 95 024.27 | 121 952.00 | -38 753.00 | 83 199.00 | -31.78% |
| Total | 602 785.30 | 465 749.82 | 719 678.00 | - 145 616.00 | 574 062.00 | -20.23% |

Cette baisse des subventions au budget des résidences est rendue possible grâce au marché Métropole renégocié pour la période 2024 / 2025 à des tarifs avantageux.

Par ailleurs, une recette nouvelle de 42 K€ au titre du bouclier tarifaire 2022 / 2023 est constatée au budget de la résidence St Filleul.

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 79 717 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 001 740 € soit -103 553 €

Le marché Métropole pour la période 2024 / 2025 prévoit une nette diminution des coûts de l'électricité (-48%) et du gaz (-38%) par rapport à 2023.

Ces tarifs n'étaient pas connus au moment du vote du budget primitif en octobre 2023. Leur conséquence budgétaire est par conséquent inscrite lors de la présente DM 1.

Pour les 4 résidences, 103.5K€ sont repris sur le total de 445.6K€ prévu au BP 2024 pour les dépenses d'énergies. Par mesure de prudence, cette diminution de crédits ne représente qu'une baisse de -27% par rapport au total réalisé 2023 de 383.5 K€ sur les comptes 60612 – électricité et 60613 – chauffage.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 001 949 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 688 170 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 218 900 € (inchangé)

Investissement : 235 400 € (inchangé)

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 218 900 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 79 717 € (inchangé)

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 34 421 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 121 262 € (inchangé)

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article L.1612-11 du Code général des collectivités territoriales

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget des Résidences autonomie,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 2 910 759 € soit -103 553 €.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 608 627 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 222 415 € soit -103 553 €

Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 79 717 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 001 740 € soit -103 553 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 001 949 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 688 170 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 218 900 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 235 400 € (inchangé).

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 218 900 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 79 717 € (inchangé)

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 34 421 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 121 262 € (inchangé)



Le chargé de mission budgétaire du CCAS de Rouen précise que la maquette budgétaire a été créée sous le format d'un Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) car la législation ne prévoit pas de document budgétaire dans le cadre d'un transfert d'un établissement en cours d'année. Le document budgétaire présente des évolutions sur plusieurs années (notamment dans la partie PGFP) qui ne doivent pas être pris en compte car la maquette n'est pas éditable. En conséquence, les informations financières présentées dans la maquette après le 1er trimestre 2024 ne doivent pas être prises en compte.

8. Budget exécutoire 1^{er} trimestre 2024 de L'EHPAD la Pléiade

Conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles, le CCAS de Rouen par délibération du conseil d'administration du 20 décembre 2023 a ouvert provisoirement le budget 2024 de l'EHPAD La Pléiade sur la base des crédits votés à l'EPRD 2023 (Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses), qui constitue le seul budget exécutoire pour les financeurs, ARS et Département.

Le transfert d'autorisation de cet EHPAD vers le Centre Hospitalier du Bois-Petit à compter du 01/04/2024 désormais acté, il convient d'adopter pour la période de gestion de l'établissement par le CCAS de la ville de Rouen le BP 2024. La charge de présentation de l'EPRD aux financeurs reviendra au nouveau gestionnaire, le Centre Hospitalier du Bois-Petit.

En effet, deux gestionnaires interviendront au cours de l'exercice 2024 : le CCAS pour la période allant du 01/01/2024 au 31/03/2024 et le CH du Bois-Petit pour la période allant du 01/04/2024 au 31/12/2024. Afin de permettre aux deux gestionnaires de faire leurs prévisions budgétaires, le Département a fixé le tarif de journée de La Pléiade à compter du 01/01/2024 pour l'année pleine. L'ARS, dans sa dernière notification de dotation globale reçue en décembre 2023, fixait également sa tarification 2024 à titre transitoire.

Les tarifications 2024 des financeurs, même transitoire pour celle de l'ARS, permettent au CCAS de Rouen d'arrêter des crédits en recettes et en dépenses pour sa période de gestion.

Les prévisions budgétaires pour le 1^{er} trimestre 2024 sont les suivantes :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement présente un déficit prévisionnel de -329 347.24 €.

Recettes : 1 059 123.76 €

Groupe I - chapitre 017 « Produits de la tarification » : 990 482.76 €

- Section soin : Les recettes ARS représentent 372.4 K€ pour le 1^{er} trimestre. Ce montant est issu d'un calcul qui reprend le GIR moyen pondéré, le Pathos moyen pondéré ainsi que les caractéristiques du tarif de l'établissement (établissement au tarif global sans pharmacie à usage interne).
- Section hébergement et dépendance : les recettes de facturation aux usagers sur la base du tarif journalier fixé par le Département : 605.4 K€ au total.

En année pleine, et au vu de l'inflation, le tarif journalier pour l'hébergement facturé au résident est revalorisé de 5.79% par le Département :

| | 2023 | 2024 | Evol. % |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|---------|
| Tarif journalier hébergement | 61.47 € / résident | 65.03 € / résident | +5.79% |
| Tarif journalier dépendance | 6.45 € / résident | 6.45 € / résident | 0 % |
| Taux d'occupation prévisionnel | 95 % | 95 % | 0 % |

Groupe II - chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 20 550 €

Les autres produits d'exploitation comprennent :

- Les atténuations de charges (remboursements de l'assurance statutaire, participation des agents au chèques restaurant) : 16.7 K€
- Les participations des résidents et des visiteurs aux animations (1.7K€) et la part de fluides refacturés au prestataire qui fournit les repas des résidents (2K€).

Groupe III - chapitre 019 « Produits financiers, exceptionnels et non encaissables » : 48 091 €

Sont enregistrés au présent chapitre les produits suivants :

- Les amortissements des subventions d'équipement reçues (5.7K€)
- Les reprises sur provisions devenues sans objet (10.2 K€),
- Les reprises sur amortissements (suramortissement constaté en 2023 pour certains biens) :12.2K€,
- Le remboursement de 20 K€ au titre du bouclier tarifaire 2022/2023

Dépenses : 1 388 471 €

Groupe I - chapitre 011 « Charges à caractère général » : 220 450 €

Les charges à caractère général regroupent :

- Les fluides : 70 K€. Les tarifs d'énergie renégociés par la métropole dans le nouveau marché 2024/2025 sont pris en compte dans la prévision 2024.
- Les achats : 26.2K€
- Prestations à caractère médical : 7.5 K€
- Prestations d'alimentation : 110 K€

Diverses autres prestations : 6.7 K€.

Groupe II - chapitre 012 « Charges de personnel » : 854 400 €

Les charges de personnel se composent :

- Des frais de personnels intérimaires : 90 K€
- De la refacturation de la mise à disposition de personnels par le CH du Bois-Petit : 35 K€
- Des rémunérations et charges sociales : 709.9 K€
- D'autres frais de personnel, dont notamment l'achat de chèques déjeuner : 19.5 K€.

Groupe III - chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 313 621 €

Ce chapitre englobe les charges suivantes :

- Les locations immobilières et mobilières (matériels médicaux, notamment) : 54.3 K€
- La maintenance et les réparations de matériels et de bâtiments : 16 K€
- Les assurances (dont cotisation à l'assurance statutaire) : 38 K€
- Les impôts et taxes : 15.8 K€
- Diverses charges de gestion pour 6 K€
- Les intérêts de l'emprunt contracté pour des travaux, dont la dernière annuité est réglée par le CCAS : 2.5 K€
- Une enveloppe prudentielle de 20K€ pour annulation de titres sur exercices antérieurs.

A noter, ce groupe de dépenses comprend également la dotation aux amortissements. Conformément à l'annexe financière du protocole de transfert d'autorisation, le CCAS devra amortir l'année 2023 en totalité. Une dotation annuelle de 160.6K€ est par conséquent inscrite aux comptes 6811.

Investissement :

Dépenses : 132 053 €

Chapitre 021 « Remboursement des dettes financières » : 94 369 €

Ce chapitre retrace le versement de la dernière annuité du capital de l'emprunt contracté pour des travaux., ainsi que le versement de cautions au départ des résidents.

Chapitre 022 « Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé » : 32 000 €

Inscription de 32 K€ pour travaux d'aménagement, remplacement de matériels de cuisine ou de nettoyage en cas de besoin.

Chapitre 026 « Autres emplois » : 5 684 €

Amortissement des subventions d'équipement perçues sur exercices antérieurs.

Recettes : 8 500 €

Chapitre 027 « Augmentation des capitaux propres » : 6 000 €

Versement du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) calculé sur les acquisitions de l'exercice N-2.

Chapitre 028 « Augmentation des dettes financières » : 2 500 €

Cautions versées à l'entrée des résidents.

Ledit projet de budget exécutoire 2024 de l'EHPAD La Pléiade est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article R-314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le vote du budget à portée tarifaire 2024 en date du 20 octobre 2023 par le Conseil d'Administration du CCAS,

CONSIDÉRANT que le Département a fixé le tarif journalier de l'EHPAD la Pléiade pour l'année 2024,

CONSIDÉRANT que l'ARS a déjà fixé à titre transitoire sa tarification 2024,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Adopte le budget exécutoire 2024 de l'EHPAD « La Pléiade » pour l'exercice 2024 ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement présente un déficit prévisionnel de -329 347.24 €.

Dépenses : 1 388 471 €

Groupe I - chapitre 011 « Charges à caractère général » : 220 450 €

Groupe II - chapitre 012 « Charges de personnel » : 854 400 €

Groupe III - chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 313 621 €

Recettes : 1 059 123.76 €

Groupe I - chapitre 017 « Produits de la tarification » : 990 482.76 €

Groupe II - chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 20 550 €

Groupe III - chapitre 019 « Produits financiers, exceptionnels et non encaissables » : 48 091 €

Passage du résultat comptable à la Capacité d'Autofinancement (CAF) ou l'Insuffisance d'Autofinancement (IAF) :

| Charges | | Produits | |
|---|------------|--|------------|
| Résultat comptable (excédent) | 0,00 | Résultat comptable (déficit) | 329 347.24 |
| Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés | 0,00 | Produits des cessions d'éléments d'actif | 0,00 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions | 160 635.00 | Quotes-parts des subventions et fonds virés au résultat | 5 684.00 |
| | | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 22 407.00 |
| CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF) | | INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT (IAF) | 196 803.24 |

Investissement :

Dépenses : 132 053 €

Chapitre 021 « Remboursement des dettes financières » : 94 369 €

Chapitre 022 « Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé » : 32 000 €

Chapitre 026 « Autres emplois » : 5 684 €

Recettes : 8 500 €

Chapitre 027 « Augmentation des capitaux propres » : 6 000 €

Chapitre 028 « Augmentation des dettes financières » : 2 500 €

Fonds de roulement

| DEPENSES | | RECETTES | |
|--|------------|---------------------------------------|------------|
| IAF | 196 803.24 | CAF | 0,00 |
| Remboursement des dettes financières | 94 369.00 | Emprunts et dettes assimilées | 2 500.00 |
| Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé | 32 000.00 | Apports, dotations et subventions | 6 000.00 |
| Autres charges | 5 684.00 | Autres recettes | 0,00 |
| TOTAL | 328 856.24 | TOTAL | 8 500.00 |
| | | | |
| Apport au fonds de roulement | | Prélèvement sur le fonds de roulement | 320 356.24 |

| | |
|---|----------------|
| Fonds de roulement net global au 31/12/2023 | -787 904.16 |
| Prélèvement sur le fonds de roulement | -320 356.24 |
| Fonds de roulement net global au 31/03/2024 | - 1 108 260.40 |

2. Autorise Monsieur le Président ou Mme la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen à signer tous les documents nécessaires en lien avec la présente délibération.



9. EHPAD LA PLÉIADE-Reprise sur provisions pour charges d'exploitation

En application de la nomenclature budgétaire et comptable M22, les provisions sont constatées dès lors qu'il existe une obligation légale, réglementaire, conventionnelle ou reconnue par l'établissement, vis-à-vis d'un tiers, dont il est certain ou probable qu'elle entraînera une sortie de ressources au profit de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. En d'autres termes, aucune prestation de la part du tiers ne sera délivrée en échange de la sortie de ressources. Les provisions sont des passifs certains ou probables dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

La constatation d'une provision s'effectue au crédit d'une subdivision du compte 15 par un débit d'une subdivision du compte 6815 « Dotations aux provisions d'exploitation » ou du compte 6865 « Dotations aux provisions financières ». Il s'agit d'une opération d'ordre semi-budgétaire pour les établissements et services qui relèvent du cadre d'EPRD comme l'EHPAD La Pléiade (émission d'un mandat au compte 68).

Lors de la réalisation du risque ou de la survenance de la charge, ou si la provision est devenue sans objet, la provision antérieurement constituée est reprise au résultat par le crédit du compte 7815. Parallèlement, la charge intervenue est inscrite le cas échéant au compte intéressé de la classe 6.

Une provision d'un montant de 10 211 € a été constatée en 2012 pour charges d'impayés. Cette provision est devenue sans objet sur l'exercice 2023.

Il est proposé de reprendre cette provision avant le transfert d'autorisation de l'EHPAD, et par conséquent d'émettre un titre de recettes au compte 7815. Cette opération n'a pas de conséquences sur les charges de la classe 6.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article R-314-12,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

CONSIDÉRANT que la provision pour charges a été constituée sur l'exercice 2012 et qu'elle est devenue sans objet,

CONSIDÉRANT que les provisions du C.C.A.S. de Rouen sont constituées selon le régime semi-budgétaire,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise la reprise de la provision pour charges d'un montant de 10 211,00 €. Cette provision est inscrite au budget 2024 de l'EHPAD La Pléiade :
 - En recettes : au compte 7815 du chapitre 019 (opérations d'ordre) du Groupe III, pour un montant de 10 211,00 €.



Madame RAPITEAU informe les Administrateurs de la modification de la délibération citée ci-après. En effet, elle propose une nouvelle version ajustée par la Direction des Ressources Humaines

10. Suppression des postes de L'EHPAD la PLEIADE et nouveau tableau des effectifs du CCAS à compter du 1^{er} avril 2024

La recomposition de l'offre médico-sociale en faveur des personnes âgées sur le territoire de Rouen Sud s'inscrit dans le cadre de l'offre publique d'EHPAD sur le territoire de la Métropole de Rouen piloté conjointement par l'Agence Régionale de Santé (ARS) Normandie et le Département de la Seine-Maritime.

Le Centre Hospitalier du Bois-Petit situé dans la commune de Sotteville-lès-Rouen a été désigné comme établissement support et porteur du projet.

A ce titre, s'effectue un transfert d'activité au 1er avril 2024 de l'EHPAD la Pléiade, actuellement rattaché au CCAS de Rouen, vers le Centre Hospitalier du Bois-Petit.

Ce changement d'autorisation impliquant également un transfert des moyens humains, il convient donc, suite au transfert d'activité qui aura lieu le 1er avril prochain, de procéder à la suppression des 54 postes rattachés à l'EHPAD la Pléiade à la même date et détaillés en annexe 1 de la présente délibération.

Concomitamment à ces suppressions, il convient de créer deux postes sur le budget principal et placés auprès de la direction du CCAS : un poste d'aide-soignante de classe supérieure en qualité d'agent polyvalent renfort et un poste de technicien principal de 2eme classe en qualité d'agent technique polyvalent renfort

Un tableau des effectifs actualisé à la date du 1er avril 2024, pour le budget général et les budgets annexes du CCAS, tenant compte de ces suppressions et créations, est présenté en annexe 2 de la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU les Délibérations du Conseil d'Administration relatives au tableau des effectif du budget principal et des budgets annexes,

VU l'Avis du Comité social territorial,

CONSIDÉRANT l'autorisation du transfert d'activité de l'EHPAD la pléiade au centre hospitalier Bois-Petit,

CONSIDÉRANT la nécessité de supprimer les 54 postes du budget annexe de l'EHPAD suite à ce transfert

CONSIDÉRANT la nécessité de créer sur le budget principal :

- un poste d'aide-soignante de classe supérieure en qualité d'aide-soignant polyvalent renfort
- un poste de technicien principal de 2eme classe en qualité d'agent technique polyvalent renfort
- que la prise en compte de l'ensemble de ces éléments conduit à un nouveau tableau des effectifs arrêté à la date du 1er avril 2024.

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- DÉCIDE de supprimer du tableau des effectifs du budget annexe de l'EHPAD la Pléiade les postes mentionnés en annexe (annexe 1), au nombre de 54, à compter du 1^{er} avril 2024,
- DÉCIDE de créer un poste d'aide-soignante de classe supérieure et un poste de technicien principal de 2eme classe, sur le budget principal,

- PRÉCISE QUE le tableau des effectifs pour le budget général du CCAS et ses budgets annexes, arrêté à la date du 1er avril 2024, est annexé à la présente délibération (annexe 2),
- DIT QUE les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget, chapitre 012.
- AUTORISE la Présidente, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dossier.



Départ de Madame Zohra AMIMI.

Présentation du PowerPoint des rapports d'activité de la D.S.C.S. en annexe du présent Procès-verbal.

11. Rapports d'activité 2023

Les services et dispositifs du C.C.A.S. de Rouen obtiennent des subventions de différents organismes, lors de la signature de ces conventions de subvention le C.C.A.S. s'engage à fournir un rapport d'activité.

Lesdits rapports d'activité sont annexés à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU les Articles L. 123-6 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Projet de rapport d'activité 2023 de la Domiciliation,

VU le Projet de rapport d'activité 2023 de la Chaloupe,

VU le Projet de rapport d'activité 2023 de l'Atelier,

VU le Projet de rapport d'activité 2023 de l'Aide Sociale Légale,

VU le Projet de rapport d'activité 2023 CLIC des Aînés de Rouen (2 rapports dont celui demandé par le Département de Seine-Maritime),

VU le Projet de rapport d'activité 2023 de l'EHPAD La Pléiade,

VU le Projet de rapport d'activité 2023 du SSIAD,

VU le Projet de rapport d'activité 2023 de l'ESA,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES RAPPORTS D'ACTIVITÉ 2023,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte et approuve les rapports d'activité 2023 :
 - du service Domiciliation,
 - de la Chaloupe,
 - de l'Atelier,
 - de l'Aide Sociale Légale,
 - du CLIC des Aînés de Rouen (2 rapports dont celui demandé par le Département de Seine-Maritime),
 - de l'EHPAD La Pléiade,
 - du SSIAD,
 - de l'ESA,
- autorise la diffusion des présents rapports aux financeurs et organismes extérieurs



12. Convention pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 entre le CLIC des Aînés de Rouen et le Département de Seine -Maritime

Porté par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Rouen et le Département de Seine-Maritime, le CLIC des aînés accompagne les rouennais âgés de plus de 60 ans rencontrant des difficultés liées à la perte d'autonomie et à l'avancée en âge.

En parallèle, en lien avec les problématiques repérées sur le territoire et les priorités définies par la politique de la Ville et du Département, le CLIC propose chaque année un programme de prévention à la perte d'autonomie afin d'anticiper les prémices du vieillissement et de favoriser le lien social.

Le CLIC des aînés assure également un rôle d'information, de sensibilisation et de coordination des différents acteurs de l'action gériatrique intervenant dans le champ social, médico-social et sanitaire.

Depuis sa création, le CLIC bénéficie d'une subvention de fonctionnement du Département de Seine-Maritime auquel il est lié par une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (CPOM). Chaque CPOM définit individuellement le rôle et les missions du CLIC, ses moyens, son cadre d'intervention ainsi que ses relations avec le Département (partenariat avec le responsable autonomie de l'UTAS, priorités d'actions, modalité d'attribution et de versement de la subvention).

Le 7 décembre 2023, par délibération N°1.2 de la commission permanente du Département, un nouveau cahier des charges des CLIC ainsi que la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 conclue entre le Département et le CCAS, organisme gestionnaire du CLIC des aînés ont été adoptés.

Le CLIC étant engagé depuis le 01^{er} janvier 2023 dans une démarche d'expérimentation en vue du déploiement futur des Maisons Départementales de l'Autonomie et des Aidants (MDAA76), la convention a été établie spécifiquement dans ce cadre.

Le CPOM 2024 précise la place des CLIC face au déploiement futur des Maisons de l'Autonomie et des Aidants (MDAA76) et rappelle les modalités de l'expérimentation dans laquelle le CLIC des aînés est engagé à ce titre. Les MDAA76 visent à simplifier le processus d'accompagnement des personnes âgées par la fusion des missions des travailleurs sociaux CLIC/APA qui interviendraient sous l'appellation commune de « référent de parcours ».

En 2024, le CLIC des aînés de Rouen a pour objectif d'expérimenter ce nouveau mode d'organisation en lien avec les travailleurs sociaux APA du Département.

D'autre part, le CPOM 2024 présente les nouvelles modalités de financement du programme local de prévention à la perte d'autonomie jusqu'alors financé dans le cadre de l'Appel A Projet de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA).

Depuis janvier 2024, les CLIC n'ont plus la possibilité de solliciter de subventions dans le cadre de la CFPPA. Dans un souci d'harmonisation des financements attribués aux CLIC du territoire, les subventions sont désormais définies dans une convention annexée au CPOM et signée pour deux ans.

L'objet de cette convention « d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention à la perte d'autonomie » est de définir les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien au programme d'actions mis en place par le CLIC en faveur de la prévention de la perte d'autonomie. Cette convention sera transmise par le Département pour validation et signature au second trimestre 2024.

Ladite Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article L.321-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération N°1.2 de la commission permanente du 07 décembre 2023 du Département de Seine-Maritime autorisant le Président du Département à signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 entre le Département et le CCAS de Rouen,

CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen gère le CLIC des Aînés en lien avec le Département de Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT que le CLIC est lié au Département par une Convention cadre d'Objectifs et de Moyens,

CONSIDÉRANT que la précédente Convention d'Objectifs et de Moyens du CLIC des aînés de Rouen avec le Département de Seine-Maritime a pris fin le 31 décembre 2023,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. ou Monsieur le Président à signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 conclue entre le Département de Seine-Maritime et le CCAS de Rouen jusqu'au 31 décembre 2024.



13. Avenants aux projets d'établissement des résidences autonomie

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Saint Filleul et Trianon).

Le projet d'établissement est un outil qui conforte les droits des usagers. L'article L.311-8 du CASF stipule que « pour chaque établissement ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet d'établissement ou de service, qui définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement. Ce projet précise également la politique de prévention et de lutte contre la maltraitance mise en œuvre par l'établissement ou le service, notamment en matière de gestion du personnel, de formation et de contrôle. [...] Ce projet est établi pour une durée maximale de cinq ans après consultation du conseil de la vie sociale ou, le cas échéant, après mise en œuvre d'une autre forme de participation. »

Le projet d'établissement est un outil qui garantit les droits des usagers en ce sens qu'il définit des objectifs en matière de qualité des prestations et qu'il rend lisibles les modes d'organisation et de fonctionnement de la structure.

Le projet d'établissement est d'abord une dynamique tant par le processus de production qui associe les parties prenantes que par sa mise en œuvre qui stimule les équipes.

Il est diffusé, c'est un document de référence pour les équipes et l'ensemble des destinataires.

Chaque projet d'établissement doit être individualisé et tenir compte de la spécificité de public accueilli et du fonctionnement de chaque résidence.

Les précédents projets d'établissements ont été réalisés pour la période 2018-2023 pour Bonvoisin, Saint Filleul et Trianon, et pour la période 2019-2024 pour Rose des Sables. Ainsi, il convient d'en rédiger de nouveaux pour la période de 2024-2029.

La nécessité de renouveler les projets d'établissements et les principes de cette démarche ont été exposés aux Conseil de la Vie Sociale (CVS) de chaque résidence, les 21, 23, 27 et 28 juin 2023.

Le Conseil d'Administration du CCAS du 28 septembre 2023 a validé la procédure de réflexion, de création et d'écriture d'un nouveau projet d'établissement pour chacune des 4 résidences autonomie.

En parallèle, la programmation pluriannuelle des évaluations externes de la qualité des établissements sociaux et médico-sociaux par le Département de Seine Maritime a arrêté la date du 31 décembre 2024 pour les évaluations des 4 résidences autonomie.

D'une part, la nouvelle procédure définie par la Haute Autorité de Santé (HAS) ne prévoit plus d'évaluation interne, mais une auto-évaluation à réaliser en amont de l'évaluation externe. Cette étape a donc été initiée dès

la fin d'année 2023, et mobilise les équipes des résidences autonomie afin de prendre en compte l'ensemble des critères du référentiel élaboré par la HAS.

D'autre part, les résultats de l'évaluation externe sont susceptibles de nécessiter un réajustement de certains objectifs des projets d'établissement pour répondre aux critères du référentiel.

Aussi, il apparaît nécessaire d'articuler la procédure de réflexion et d'écriture des nouveaux projets d'établissement avec les étapes de l'évaluation externe. La démarche de renouvellement des projets d'établissement va être initiée au cours de l'année 2024, et sera finalisée en 2025 en prenant en compte les résultats de l'évaluation externe.

Il est proposé au Conseil d'Administration d'acter les avenants aux projets d'établissement des 4 résidences autonomie, prolongeant ainsi ces derniers jusqu'au 31 décembre 2025.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (article L. 311-8),

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 28 septembre 2023 relative au renouvellement des projets d'établissement des résidences autonomie pour la période 2024-2028,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 24 novembre 2023 relative au renouvellement des représentants du Conseil d'Administration,

CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul),

CONSIDÉRANT la nécessité, conformément à la réglementation des établissements et services sociaux et médico-sociaux, d'engager l'écriture d'un projet d'établissement individualisé pour ces résidences,

APRÈS EN APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- acte les avenants des projets d'établissement individualisé pour les résidences autonomie Bonvoisin, Rose des Sables, Saint Filleul et Trianon



L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 17H01.

Date du prochain Conseil : 19 avril 2024.

Président de Séance

Marie DESBORDES
Vice-Présidente déléguée du C.C.A.S.


Secrétaire de séance

Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S.
